



EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

Séance du 9 octobre 2024

Présidence : Grégory Mischler

LE CONSEIL COMMUNAL DE JONGNY

- VU le préavis municipal n° 08/2024 relatif à la révision partielle des Statuts de l'Association de communes Sécurité Riviera;
- VU le rapport de la commission ad'hoc chargée d'étudier cet objet qui a été porté à l'ordre du jour ;

DECIDE

1. d'accepter la révision des articles suivants des Statuts de l'Association de communes de Sécurité Riviera et de son annexe, selon la nouvelle teneur mentionnée ci-avant, soit :

Article 4 – Membres

Les membres de l'association sont les communes de Blonay – Saint-Légier, Chardonne, Corseaux, Corsier sur Vevey, Jongny, Montreux, La Tour-de-Peilz, Vevey et Veytaux.

Article 10 – Composition

Le Conseil intercommunal, formé des délégués des communes associées, comprend :

Une délégation fixe composée pour chaque commune de deux représentants désignés par le Conseil communal. Un membre de la Municipalité ne peut pas être membre du Conseil intercommunal.

Une délégation variable composée d'un délégué supplémentaire par tranche entamée de deux mille habitants et désignée par le Conseil communal.



Ces délégués doivent avoir la qualité d'électeur dans la commune.

Le dernier recensement cantonal officiel, précédant le début de chaque législature, est déterminant pour fixer le nombre d'habitants.

Article 19 – Composition

Le Comité de direction est composé d'un délégué de chaque municipalité des communes membres de l'association. Les délégués sont des conseillères municipales et conseillers municipaux en fonction, nommés par le Conseil intercommunal. Le Comité de direction est élu pour la durée de la législature.

En cas de vacance, le Conseil intercommunal pourvoit sans retard aux remplacements. Le mandat des membres du Comité de direction ainsi nommés prend fin à l'échéance de la législature en cours.

Il y a notamment vacance lorsqu'un membre du Comité de direction perd sa qualité de Conseiller municipal.

Article 34 - Répartition des charges entre les communes

Les charges relatives aux tâches principales des Services de police et d'ambulance (ex-CSU) telles que définies dans l'annexe aux présents statuts, sont réparties entre les communes membres, au prorata de la population pondérée II, ajustée chaque année en fonction de l'évolution démographique moyenne de l'ensemble desdites communes.

Pour déterminer le coefficient de pondération applicable à chacune des communes membres, l'échelle des paliers de population est calculée sur les bases suivantes :

Le nombre d'habitants est basé sur le recensement cantonal officiel de la population au 31.12.

L'évolution démographique correspond à la différence entre :



EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

le nombre d'habitants au 31.12. de l'année N-1 pour les comptes ou N-2 pour le budget, et le nombre d'habitants au 31.12.2006 (70'566 hab.), référentiel originel lors de l'entrée en vigueur de l'ASR en 2007.

La différence du nombre d'habitants correspond à un taux de X %, taux de l'évolution démographique de l'année N.

Échelle des paliers ajustés à l'évolution démographique pour l'année N :

Les charges relatives aux tâches principales du Service de protection civile, telles que définies dans l'annexe aux présents statuts sont réparties au prorata de la population. III

Les charges relatives aux tâches principales du SDIS, telles que définies dans l'annexe aux présents statuts sont réparties au prorata de la population. V

Cette décision ne peut pas faire l'objet d'un référendum communal.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Président

Grégory Mischler



La Secrétaire

Sandrine Félix